

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL / N°85 / MAI 81 / 3ff./30fb./2fs./0.70 Cts. Can.

A L'EST ET A L'OUEST CONTRE UNE MEME CRISE UN MEME COMBAT DE CLASSE

• De toutes les tentatives de la classe ouvrière internationale, le soulèvement des ouvriers polonais a le mérite d'avoir constitué une réponse de masse à la crise du capitalisme mondial. Il faut s'imaginer l'impact qu'a eu la lutte des ouvriers polonais, en Russie, Hongrie, Roumanie, RDA pour tous les ouvriers du bloc de l'Est, mais même en France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Allemagne. Intuitivement, confusément, la conscience que la lutte des ouvriers polonais a créé une situation nouvelle poursuit son chemin, même si celle-ci ne se manifeste pas encore ouvertement, explicitement.

Dans les pays occidentaux, des mouvements de masse traversant et soulevant la société depuis ses profondeurs ne pourraient pas ne pas se référer directement à la lutte des ouvriers polonais, manifester la solidarité et l'unité de la classe ouvrière par-delà les frontières et les "blocs" eux-mêmes. On ne peut aujourd'hui que difficilement mesurer les conséquences, la richesse de perspectives qu'ouvrirait une telle "rencontre".

En fait, et fondamentalement, c'est là le cœur, l'enjeu, le pari de la situation historique que nous vivons.

Un développement de la lutte des ouvriers dans les pays occidentaux après les luttes des ouvriers polonais repoussait d'autant les possibilités de guerre entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest. C'est le premier aspect de cet enjeu.

De la même manière que la lutte des ouvriers polonais a brisé en mille morceaux le mythe de la nature "communiste" des pays de l'Est, la lutte de masse en Occident brisera en mille morceaux le mythe de l'"abondance", de la "liberté" que sont supposés vivre les ouvriers en Occident.

Et, justement dans les pays occidentaux eux-mêmes, la situation économique, sociale, politique, fait, des pays comme l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre des "Pologne" potentielles; la France prend la même voie.

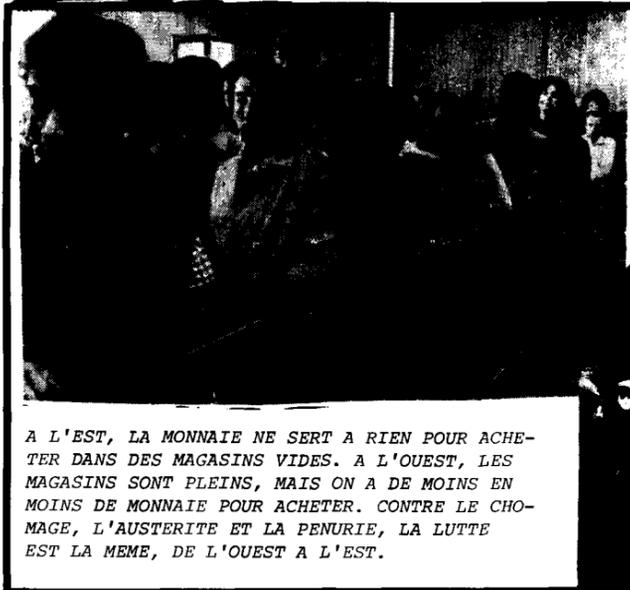
Les "puissances" économiques qui jouent un rôle de locomotive pour l'économie mondiale plongent rapidement dans la crise générale et, jour après jour, accumulent les tensions sociales au rythme de l'augmentation du chômage. L'économie allemande licencie; aux USA la nécessité de la "navette spatiale", réalisée en raclant les fonds de tiroirs n'annonce pas une puissance et une grandeur retrouvée mais sert à cacher la réalité d'une situation où l'économie américaine dévale la pente sans pouvoir se freiner.

Dans tous les pays, la seule réponse de la bourgeoisie au chômage, en traitant ceux qui travaillent de "privilegiés", se résume au quadrillage policier. En France, ces deux thèmes "ordre" et "chômage" sont au cœur de la campagne électorale. Partout, la bourgeoisie dénonce la "violence" alors que son système est en lui-même la plus grande violence contre l'humanité.

Après les émeutes de Birmingham et de Brixton ces derniers mois, l'encadrement policier et le chômage ont été la cause des émeutes dans la banlieue et dans Londres même. En Italie, comme en Espagne, on voit s'esquisser les premiers tâtonnements de lutte des chômeurs.

Partout, la crise attise la lutte de classe. Les antagonismes sociaux s'aiguisent, les contradictions à tous les niveaux de la société s'accumulent.

Mais, partout, malgré toutes les tentatives de lutte de percer de la classe ouvrière, la bourgeoisie conserve la parole, les ouvriers ne l'ont pas encore prise.



A L'EST, LA MONNAIE NE SERT A RIEN POUR ACHETER DANS DES MAGASINS VIDES. A L'OUEST, LES MAGASINS SONT PLEINS, MAIS ON A DE MOINS EN MOINS DE MONNAIE POUR ACHETER. CONTRE LE CHOMAGE, L'AUSTERITE ET LA PENURIE, LA LUTTE EST LA MEME, DE L'OUEST A L'EST.



SOLUTIONS AU CHOMAGE? MENSONGES ELECTORAUX

Le temps des promesses de prospérité est révolu. Dans le concert de leurs mensonges électoraux, les candidats se disputent maintenant pour apparaître comme celui avec qui cela ira le moins mal.

"Notre objectif : le retour au plein emploi", "travailler moins pour travailler tous", "les 35 heures pour combattre le chômage", "se donner les moyens de créer des emplois", "lutter contre ce fléau qu'est le chômage sera notre principal objectif" entend-on de tous les côtés. Et chacun d'y aller de sa petite recette... qui la relance de la consommation populaire, qui la réduction des dépenses publiques de l'Etat, qui les 35 heures, qui la relance de la compétitivité, etc.

Il n'y a qu'un seul thème qui soit en mesure de rivaliser dans les discours de la bourgeoisie avec celui du chômage aujourd'hui, c'est celui sur "l'ordre et la sécurité". C'est en cela que la "trêve électorale" ne fait qu'annoncer la couleur de l'après-élection dont les perspectives sont un renforcement des mesures de répression et la généralisation du chômage.

• Cette généralisation du chômage, loin d'être "française", encore moins "giscardienne", est une réalité mondiale. Aussi bien une Thatcher (dont se réclame Chirac) qu'un Martens en Belgique (avec son gouvernement à participation socialiste), qu'un Schmidt en RFA, n'ont rien à envier au tandem Giscard-Barre. En Europe, le chômage, bien qu'encore inégalement, s'accroît ces derniers temps à une vitesse V. La France n'échappe pas à ce mouvement, l'accélération de la crise touchant le cœur de l'activité industrielle, sidérurgie, textile, bâtiment, naval, ne peut encore que renforcer ce mouvement. A elle seule, la crise de l'automobile (2ème

employeur industriel après le bâtiment) cristallise l'avenir que la crise du capitalisme réserve aux prolétaires. La généralisation du chômage partiel (près de 50 % d'augmentations en un an) est l'antichambre direct à un chômage pur et simple de plus en plus massif. Or, pour la première fois, la perte d'emploi dans le secteur industriel, n'est plus compensé par la création d'emplois dans le tertiaire, qui, non seulement connaît une stagnation mais une régression drastique. Ainsi, le rapport Nora prévoit 30 % d'emplois en moins dans les banques d'ici 1985 !!

Ceux qui parlent au nom de la classe ouvrière, les "représentants officiels", syndicalistes et partis de gauche, le font en racontant les pires ignominies nationalistes, donnant de la situation la vision la plus rétrécie possible.

La bourgeoisie mondiale a payé en allouant des crédits gigantesques à l'Etat polonais pour circonscrire la lutte à la Pologne, et, ainsi, elle a montré qu'elle pouvait s'unir pour faire face au danger commun que représente la classe ouvrière.

Mais ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie tremble devant la perspective d'un mouvement de masse en Occident. En effet, un tel mouvement ébranlerait en quelques jours tout ce barrage patiemment construit pendant des années par la bourgeoisie, les idées reçues, et balayerait les illusions et les bavardages de la gauche. (Suite page 2)

sommaire

ELECTIONS ET PARLEMENTARISME	P.2
LES TROTSKYSTES ET LES ELECTIONS.....	P.3
SYNDICATS ET TOTALITARISME..	P.4
"SOLIDARITE" DEFEND LE CAPITAL.....	P.5
CHOMAGE ET AUTOMATION.....	P.6
L'UTCL ET KRONSTADT.....	P.7
EMEUTES A BRIXTON.....	P.8

ELECTIONS ET PARLEMENT DES ARMES DE LA BOURGEOISIE

• A l'heure où la bourgeoisie mobilise d'énormes moyens pour faire participer l'ensemble des "citoyens", toutes classes confondues aux élections, les révolutionnaires s'emploient à dénoncer ces élections comme une entreprise de mystification de la bourgeoisie dirigée contre le prolétariat et les autres couches dans la société qu'elle exploite et opprime chaque jour davantage. Au nom de la défense des intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière mondiale, ils appellent les prolétaires à s'abstenir de toute participation électorale, à s'employer à développer leur lutte collective, économique et politique contre la bourgeoisie, hors du terrain électoral, dans les usines et dans la rue.

Cette attitude abstentionniste de la part des révolutionnaires n'est pas spécifique aux élections qui se déroulent aujourd'hui en France. En effet, c'est face à toutes les élections, organisées dans le cadre de l'Etat bourgeois, qu'elles soient présidentielles, parlementaires, municipales ou autres, qu'elles aient lieu à l'Ouest, à l'Est, au Nord et au Sud de la planète, qu'elles se déroulent dans une période de montée, de stagnation ou de recul de la lutte de classe que les révolutionnaires adoptent cette attitude.

pourquoi cet abstentionnisme révolutionnaire de principe?

Certainement pas parce qu'à la manière des anarchistes, les révolutionnaires sont prisonniers d'un dogme moral, abstrait et éternel du bien et du mal. Mais, parce qu'à l'image des marxistes révolutionnaires du passé, ils fondent leur attitude face aux élections sur l'appréciation des conditions réelles, concrètes, dans lesquelles se déroulent le combat de leur classe.

participation électorale au 19^e siècle

Au 19^e siècle, le capitalisme qui se développe sur les ruines des économies naturelles n'a pas encore soumis

l'ensemble de la production sociale mondiale à ses lois. Aussi, chaque fois qu'il est confronté à ses contradictions économiques internes parvient-il à les surmonter en étendant sa domination à de nouvelles aires géographiques. De ce fait, jamais les contradictions sociales et politiques qui mûrissent en son sein et qui s'exacerbent dans ces moments de crise, ne parviennent à des niveaux de profondeur et de généralisation suffisants pour placer la classe ouvrière internationale simultanément devant la nécessité et la possibilité d'œuvrer directement à son renversement.

Tout au long du 19^e siècle, bon gré, mal gré, la lutte ouvrière contre l'exploitation et l'oppression bourgeoise reste cantonnée à une lutte pour des réformes, pour un aménagement possible, réel, de sa condition de classe exploitée et opprimée, dans la société. De ce fait, tout en combattant les illusions sur la possibilité de parvenir au socialisme par des voies démocratiques, pacifiques, électorales, parlementaires, de réforme en réforme, les révolutionnaires sont partie prenante du combat pour l'obtention du suffrage universel. Ils appellent les ouvriers dans certaines circonstances, à participer aux élections et au parlement bourgeois pour, en jouant sur les contradictions bourgeoises entre les fractions progressistes et réactionnaires qui s'y affrontent, favoriser l'obtention de ces réformes.

la participation électorale au 20^e siècle

A la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, par contre, le capitalisme a désormais étendu sa domination à l'ensemble de la planète. Il ne peut plus parvenir à surmonter les contradictions économiques qui l'assaillent en étendant sa domination à de nouveaux territoires, en ouvrant de nouveaux marchés. Tous les rapports sociaux de production, propriété privée, salariat, nation, qui avaient constitué le cadre à partir duquel son expansion avait été possible et avec elle un développement sans précédent des forces

productives de l'humanité, se transforment en autant d'entraves à ce développement. Le capitalisme entre en crise permanente. Il ne peut se survivre qu'au travers d'un cycle infernal de crise-guerre-reconstruction-crise... entraînant avec lui l'ensemble de l'humanité dans une barbarie toujours plus grande.

Les contradictions sociales et politiques qui le secouent en permanence acquièrent, de par leur intensité, leur durée, le fait qu'elles s'étendent à tous les pays du monde, une dimension qualitativement nouvelle. Elles placent la classe ouvrière simultanément devant la nécessité et la possibilité d'œuvrer directement au renversement du capitalisme.

Désormais, la survie du capitalisme, la survie de la bourgeoisie, compte tenu de l'âpreté de la concurrence que se livrent les différentes fractions bourgeoises sur un marché mondial devenu trop étroit pour les contenir toutes, implique un niveau d'exploitation, d'oppression, de soumission du prolétariat qualitativement nouveaux par rapport au 19^e siècle. Désormais, il est hors de question pour elle de pouvoir accorder dans quelque domaine que ce soit, économique et politique, de réformes durables et réelles à la classe ouvrière. Mais toujours plus de sacrifices et un but : la guerre.

Dans ces conditions, il n'est plus possible pour le prolétariat de chercher à s'aménager une place au sein de la société, il doit se constituer en tant que force sociale internationale capable de détruire le capitalisme.

Pour y parvenir, il ne peut recourir ni aux méthodes et organisations syndicales, ni aux tactiques électorales et parlementaires qu'il avait forgées pour développer au 19^e siècle sa lutte pour des réformes.

Ou bien il se laisse enfermer dans les limites de la corporation, de la branche d'industrie, de la nation, qui avaient constitué le cadre "naturel" de

ses luttes au 19^e siècle et il se fait battre à tous les coups par une bourgeoisie qui agit de façon organisée, concentrée au travers de son Etat et qui sait nouer les liens nécessaires au niveau international pour affronter sa lutte.

Ou bien il sort de ces limites, il parvient à internationaliser sa lutte et il réussit à imposer à la bourgeoisie de réels reculs, il se renforce au point de devenir capable de la renverser mondialement.

Ou bien il se laisse entraîner sur le terrain électoral, sur le terrain de l'Etat bourgeois qui organise son exploitation et son oppression où il s'y présente, atomisé, donc sans force aucune pour infléchir une bourgeoisie désormais unie pour lui imposer les pires sacrifices que réclame sa propre survie et il se soumet à toutes ses manipulations et à tous ses mensonges.

Ou bien il développe ses luttes directes collectives de résistance à l'exploitation hors et contre l'Etat bourgeois, ses partis et ses syndicats au travers desquels il prend conscience de sa force en tant que classe, il apprend à s'unifier, à s'organiser par et pour lui-même et il devient une véritable force avec laquelle la bourgeoisie doit compter ; il devient une force organisée, unifiée et consciente, qui peut prétendre renverser avec succès le capitalisme mondialement et instaurer une société sans classe, sans exploitation, sans oppression et sans guerre.

Désormais, le prolétariat n'a pas d'autre choix. Désormais, ni lui, ni les révolutionnaires ne peuvent se servir du terrain électoral bourgeois, qui n'a d'autre fonction que de diviser, mystifier, les ouvriers, les détourner de la seule activité qui se révèle efficace dans l'immédiat et à travers laquelle ils peuvent se hisser à la hauteur de leur tâches historique: "L'action collective de masse" contre l'Etat bourgeois".

L.L.

solutions au chômage?

(Suite de la page 1)

mensonges électoraux et 'recettes' anti-ouvrières

A l'inquiétude devant la perspective d'un chômage se généralisant toujours plus, la bourgeoisie en France répond par son vacarme électoral. De "la répartition du travail entre tous", à "la sauvegarde de l'emploi par la relance économique" en passant par l'"arrêt de l'immigration" et le fameux "produisons français", les imaginations débordent pour camoufler l'aggravation irrésistible du chômage derrière tout un fatras illusoire de solutions "nationales" et "concertées" à la crise.

- Répartir le travail :

Durée du travail, allongement des congés, pré-retraite, travail partiel, allongement des études, départs volontaires, chacun y va de sa recette pour déguiser les chômeurs en pré-retraités, en jeunes en formation, en femmes au foyer, ou, mieux, sous prétexte de "mieux répartir le travail entre tous", pour préconiser le partage de la misère entre les prolétaires. A droite, on voit explicitement attaquer en même temps les salaires ; à gauche, on promet de les augmenter. Mais ces promesses ne sont que des mensonges grossiers dont la seule fonction est leur capacité de créer des illusions.

Toutes ces mesures ne visent finalement qu'à sanctionner un état de fait qui se nomme déjà chômage partiel, départs en retraite obligatoires, etc.

Quant à la garantie du salaire, c'est une illusion totale ; partout où des mesures de réduction du temps de travail ont été mises en place, comme en Belgique où les syndicats ont promis les 36 heures sans diminution de salaire, ceux-ci ont baissé quand même et ce, sans créer de nouveaux emplois. Aujourd'hui les licenciements recommencent dans tous les secteurs de ce pays.

- Stopper l'immigration :

A la suite des mesures Stoléro, et des campagnes anti-immigrés du PCF, les actions racistes et nationalistes viennent à leur tour

s'intégrer à la panoplie des solutions anti-chômage. Il ne s'agit là encore que de relancer un vieux mythe anti-ouvrier. Renvoyer tous les travailleurs immigrés signifierait pouvoir les remplacer par d'autres ouvriers tout aussi déplaçables et sous-payés. En vérité ce n'est pas pour les remplacer qu'on renvoie les immigrés mais parce que les usines ferment et qu'on les licencie les premiers. Partout où on a vu se renforcer le contrôle de l'immigration -et c'est le cas en France, en Allemagne- cela n'a nullement arrêté l'accroissement du nombre de chômeurs "nationaux". Plus encore, qu'il reste en France ou qu'il retrouve dans son pays des conditions de chômage encore pires, un travailleur licencié est toujours un chômeur de plus dans les rangs ouvriers. LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION, LOIN D'ETRE UNE SOLUTION AU CHOMAGE, EST LE SIGNE MEME DE SON AGGRAVATION IRRESISTIBLE. Par contre, en faisant des immigrés les boucs émissaires du chômage, les campagnes s'emploient surtout à diviser les rangs ouvriers, à briser l'unification des prolétaires que forge l'aggravation des conditions de vie, à développer enfin l'idée que le chômage est un problème national qui dresse les travailleurs français contre les travailleurs immigrés.

plus d'illusions!

Le comble du radicalisme dans la campagne électorale, c'est la promesse que la relance économique va sauver l'emploi. Et chacun de faire remarquer que si l'économie s'améliorait, il n'y aurait plus de chômage, ni d'inflation, ni de déficit budgétaire. Voilà une tautologie qui a quand-même du mal à faire oublier que, depuis 10 ans, tous les efforts d'"amélioration" n'ont pu arrêter l'escalade de la crise : tous les plans de relance n'ont fait que précipiter l'inflation et gonfler le déficit commercial, tous les plans de refroidissement n'ont fait que relancer le chômage. Aujourd'hui les caisses de l'Etat sont vides, chômage et inflation

suivent la même courbe vertigineuse. Parler de relance aujourd'hui n'est rien d'autre qu'une pure mystification.

La droite annonce la relance grâce à des mesures d'aides étatiques à l'investissement. Où trouver l'argent ? En faisant des économies sur les charges sociales : aides aux chômeurs, prestations sociales, embauche de fonctionnaires, tout cela doit être sacrifié (au nom de la "limitation de l'emprise de l'Etat" sur l'autel de la croissance et... de l'emploi !

Quant à la gauche, elle fait miroiter l'idée que la croissance peut être soutenue par la relance de la "consommation populaire, l'économie capitaliste peut être sauvée ! " "Il suffit d'améliorer le niveau de vie de la classe ouvrière" Comment se fait-il alors qu'aucun Etat, pas plus de l'Est que de l'Ouest, n'ait songé à utiliser cette solution miracle, et qu'ils s'obstinent tous à appliquer l'inverse ?

A l'inverse, l'aggravation de la crise pousse tous les Etats, qu'ils soient gouvernés par "la droite" ou par "la gauche" à accélérer la pression sur les salaires, la généralisation du chômage est devenue le moyen même de cette pression.

La simple existence du système capitaliste implique que les travailleurs ne consomment qu'une partie, la plus petite possible, de ce qu'ils produisent, sinon il n'y aurait pas de profit. Sans profit, pas d'investissement et sans investissement, pas de relance ! A l'heure de la surproduction généralisée, cette loi devient encore plus draconienne : pour faire des profits sur un marché mondial saturé, il faut être compétitif, autrement dit, baisser les coûts de production et, en premier lieu, les salaires.

La surproduction généralisée, c'est aussi la surproduction de force de travail, c'est-à-dire, l'accélération irrésistible du chômage.

Les mensonges électoraux masquent aujourd'hui la barbarie de la société toute entière. Il n'y a pas de choix possible entre plus d'austérité ou plus de chômage, les deux expriment la même faillite du système. Il n'y a pas plus de solution, électorale ou pas, au chômage, qu'il n'y a

(Suite page 6)

LES TROTSKYSTES: SUCCURSALE ELECTORALE DE LA BOURGEOISIE

• Presque tous les petits partis gauchistes qui prétendent représenter la classe ouvrière se battent avec acharnement pour obtenir une petite place dans les foires électorales ; cette fois-ci certains ont transformé leurs militants en colporteurs d'affiches forcenés et en quémandeurs onctueux auprès des petits élus. Invariablement tous ces gens disent, comme "Lutte ouvrière" : "le bulletin de vote ne permet pas de changer la société, mais il peut nous permettre de dire ce que nous pensons". Invariablement, ils prétendent utiliser le "parlementarisme révolutionnaire", c'est-à-dire la tribune offerte le temps des élections pour "dévoiler" aux yeux des masses les idées révolutionnaires. Or, non seulement le "parlementarisme révolutionnaire" est une noix vide depuis belle lurette, mais nos chapelles trotskystes n'ont même plus la prétention d'y faire résonner l'internationalisme. La participation au spectacle électoral suppose l'acceptation du cadre idéologique fixé par les principales forces bourgeoises. Donc, il est clair que les vrais révolutionnaires doivent, eux, dénoncer l'ensemble de la mise en scène et encourager les prolétaires à ne plus entrer sous le chapiteau électoral.

Se développant particulièrement après 1968 en France, le trotskysme a gagné ses lettres de noblesse comme interlocuteur "extrémiste" de la bourgeoisie, à part entière. Au fur et à mesure que la crise économique s'approfondit, entraînant des combats plus virulents de la classe ouvrière, les chapelles trotskystes auront d'autant plus de chances d'être appelées à la rescousse par les autres grandes fractions bourgeoises, avec l'avantage d'être présentées sous un verbiage révolutionnariste.

Avant d'aborder le clou du spectacle Laguiller, nous évoquerons l'attitude des deux autres principales chapelles trotskystes : l'OCI et la LCR.

OCI : au 1^{er} tour Mitterrand

D'abord, les trotskystes lambertistes, ceux qui rampent le plus en général vis-à-vis de la gauche bourgeoise, ceux dont les affiches pleurent inaltérablement pour l'unité PC/PS/OCI. Pour ceux-ci, pas de problèmes, dès le 1^{er} tour, il faut voter Mitterrand : "A la veille du 26 avril, les choses devraient être simples. Il y a, face à face, les intérêts des capitalistes défendus par le régime de la Vème République, et, de l'autre, les intérêts des masses laborieuses et de la jeunesse... l'OCI unifiée appelle à voter Mitterrand dès le 1^{er} tour" ("Informations ouvrières" n° 996). Alors, pas de candidat lambertiste ? Est-ce simplement un groupe valet du PS ? Non, il ne faut pas croire : "Nous, OCI unifiée, avons avec Mitterrand et Marchais des divergences bien plus fondamentales que celles qu'ils ont entre eux... Nous soutiendrions la constitution d'un tel gouvernement (PC-PS) qui, écartant tous les partis bourgeois du pouvoir (?), romprait avec la bourgeoisie et constituerait un pas vers un authentique gouvernement ouvrier, vers le pouvoir des conseils ouvriers". Qui peut croire à un tel roman de politique-fiction sinon les lambertistes eux-mêmes ! Mais sont-ils au moins sensibles à certains "petits candidats", comme de leur consœur Arlette, par exemple ? Que non ! Vade retro satanas ! Elle "divise en attaquant Mitterrand". Et surtout, les petites candidatures sont nuisibles, "Laguiller et Marchais" sont "nuisibles" à Mitterrand, pour l'OCI. Ah mais !

LCR : au 2^{ème} tour Mitterrand

Puis viennent les trotskystes de la LCR de Krivine. Ceux-là sont indignés de l'attitude des précédents, ils leur reprochent d'encourager la "division" en appelant à voter dès le 1^{er} tour pour Mitterrand. Avec raison, la LCR accuse l'OCI d'éviter toute critique du candidat PS (tout en réprochant la "dureté" de LO), mais en réalité de ne pas favoriser l'unité indispensable au report sur... Mitterrand au second tour : "Choisir

Mitterrand plutôt que Marchais au 1^{er} tour, c'est s'interdire de mener la bataille du désistement avant le 26 avril, c'est lui donner entre les deux tours le visage du combat pour Mitterrand, pas celui de la lutte pour l'unité. Quel cadeau offert aux diviseurs !" (Rouge n° 964). La grande bataille à mener pour la LCR, qui veut à tout prix recoller les morceaux du Programme commun, est "imposer le désistement automatique". Là aussi, on retrouve un scénario bien proche de celui de l'OCI, en chassant Giscard : "...c'est le 1^{er} pas pour que les travailleurs puissent exiger de Marchais et de Mitterrand qu'ils refusent toute coalition avec la droite, toute gestion de l'austérité, etc.". Pour la LCR, il ne reste plus que "etc." puisque ce pauvre Krivine n'a pas franchi la barre des 500 parrains que c'en est un "précédent terrible contre la démocratie". N'exagérons rien, il reste Laguiller...

D'ailleurs, en laissant passer Lalonde et Laguiller, l'appareil d'Etat cloue le bec à tous ceux qui critiquent mollement son régime de domination et peut seriner : "Vous voyez que les minorités, les petits candidats peuvent s'exprimer, et d'ailleurs n'ont-ils pas un temps de parole égal aux grands ? Alors ? De quoi vous plaignez-vous ?"

Si la LCR critique l'OCI pour son trop grand engouement pour Mitterrand, bonne fille, elle appelle à voter au 1^{er} tour indifféremment "pour un des candidats du mouvement ouvrier (?) : Bouchardeau, Laguiller, Marchais ou Mitterrand", mais au 2^{ème} tour, pas une voix ne doit manquer à ... Mitterrand. Pour clore ce tableau, on peut constater que les divergences sont bien superficielles entre trotskystes et aboutissent aux mêmes visées. Croyez-vous qu'il soit question de l'intérêt des ouvriers, de lutte de classe, de perspectives révolutionnaires sérieuses ? Pas du tout ! L'enjeu de la dispute est ce gros bourgeois de Mitterrand !

LO : contre au 1^{er} tour, pour au 2^{ème}

On aura tout vu enfin avec LO grâce à sa potiche Arlette Laguiller qui pavoise sur le haut du pavé, la "voix sincère dans leur concert de mensonges" qui assure leur dire "leur quatre vérités". Quelles vérités clame donc cette "travailleuse" ? En vérité, même si cela peut paraître dur pour ses supporters, rien de très différent des autres candidats, elle cause du chômage, de l'insécurité, des impôts, des mensonges "des autres" et des recettes "françaises" qu'elle prétend y apporter. Sur le ton fade et monotone d'une personne qui n'a d'yeux que pour son texte, LO nous fait débiter à travers Arlette les différentes facettes de sa politique "radicale" populiste. C'est Arlette-Gavroche, une "travailleuse du rang" qui bosse depuis 15 ans dans une banque, donc c'est pas une riche, elle ! C'est Arlette-pétroleuse, celle qui a le "courage" d'affirmer que les femmes doivent donner une leçon aux quatre grands afin que "le soir du 26 avril il y ait une femme parmi les quatre premiers à la place de l'un d'eux" (dans aucune des déclarations écrites de LO n'est rapportée son intervention intégrale du 14 avril à A2 précisant "une des trois femmes", donc pourquoi pas la gaulliste Garaud ?) Et cela confine à la bêtise épaisse lorsque l'on entend : "Si les femmes s'occupaient du budget de la nation comme elles s'occupent du budget de la maison, elles choisiraient de consacrer l'argent des impôts à tout ce qui fait la vie quotidienne" ; n'y-a-t-il donc aucune femme au gouvernement ? En Grande-Bretagne, c'est pourtant une femme qui dirige la politique d'austérité du gouvernement et a fait doubler les crédits militaires. C'est Arlette-punk avec les jeunes... pour qu'ils aillent voter ! C'est Arlette-retraitée car le 1 % prélevé sur le régime général est "une mesure qui frappe indistinctement quasiment toutes les retraites, les grosses comme les petites : c'est à la fois injuste et indigne". C'est Arlette-Nicoud pour le "petit détail-

lant" contre les grandes surfaces. C'est Arlette-Jacquou-le-Croquant qui défend le lopin de terre. C'est Arlette-Anne Gaillard pour l'intérêt des consommateurs. C'est Arlette-Cousteau pour la sauvegarde de la nature. C'est Arlette -JJSS pour décentraliser le pouvoir aux petits maires proches du petit peuple.

Après ces appels à chacun et chacune, de la même eau que n'importe quel autre candidat bourgeois, que propose Arlette ? Est-il question de préparation de la révolution prolétarienne, de destruction de l'Etat bourgeois et d'abolition du salariat ? Certainement pas ! Sinon Arlette n'espérerait pas sans fausse modestie quelques millions de voix sans programme précis et en affirmant "avoir quand même quelques idées de bon sens", sinon elle n'aurait mis en avant que les intérêts propres du prolétariat et le fait qu'il ne peut que s'en charger lui-même en luttant. Certes, il y a de belles phrases creuses sur la crise mondiale, sur la misère capitaliste, mais tout est ramené à la question de savoir "qui la paiera ?" (il ne s'agit pas pour LO de transformer le monde, il s'agit de "payer" !) Au fond, toutes les "idées de bon sens" qu'elle émet concernent l'hexagone français. Arlette-gestionnaire propose aux autres bourgeois : "un transfert à des fins sociales de la moitié du budget militaire et un référendum sur cette question" (autant demander la suppression de la police en régime capitaliste !) ou "utiliser le budget militaire pour acheter des légumes et du beurre aux paysans français" ou mieux encore, "de payer 900.000 salariés à raison de 3 000 francs par mois pendant un an sur ce même budget" ; son groupe politique avait déjà proposé il y a quelques années "le partage du travail entre tous" pour résoudre le chômage (autrement dit : le partage de la misère entre tous !). Par sa bouche, LO demande "plus de policiers dans les quartiers ouvriers", c'est ce qui s'appelle demander le renforcement du contrôle étatique bourgeois, comme LO a appuyé les attaques du PCF contre les immigrés ! Donc, toutes ces propositions n'ont rien de très réactionnaire et ne se situent que dans le cadre des débats électoraux de bourgeois impuissants à résoudre leur crise économique, mais faisant croire à des solutions "nationales". Bon sang ! Où est l'internationalisme dans tout ce charabia ? Nulle part ! Quand les journalistes spécialisés font parler plus Arlette sur la situation internationale et qu'ils lui rétorquent qu'en supprimant le budget des armées, elle affaiblirait "la France", Arlette, véhémement, s'en défend : "Si notre territoire était occupé, les gens du peuple se battraient". Personne ne lui a demandé pourquoi, pour qui, comment et "contre quoi" ?

Arlette potiche comme tous les autres candidats a bien joué le rôle qu'on souhaitait lui voir jouer. Elle a bien confirmé que son groupe fait partie du système de domination et de mystification que subit la classe ouvrière. Elle a rendu un fieffé service à la démocratie bourgeoise en assurant que : "Le droit de vote et de s'exprimer même chichement n'est pas négligeable quand on voit le Salvador et la Pologne : utilisons-les vraiment ! Ce "chez nous c'est mieux et ma politique c'est mon porte-monnaie", ce sont ces "idées de bon sens" qui font plaisir à entendre et ricaner surtout dans les salons des exploités et des politiciens. Autre visage ouvriériste et "bon peuple" du trotskysme, la candidate Laguiller ne donne pas plus de leçons aux dirigeants de la gauche que de la droite, et elle ne leur apprend rien en leur disant que "quel que soit le résultat des élections, ils devront compter avec la colère des travailleurs". Cela tout le monde s'en doute. Quant au premier concerné, le prolétariat, il peut être édifié par cet autre visage racoleur de la gauche bourgeoise.

PARTIS DE GAUCHE ET SYNDICATS: INSTRUMENTS DU TOTALITARISME ETATIQUE

• Dès qu'un courant de luttes ouvrières se développe aujourd'hui, il rencontre immanquablement l'Etat. Ce qu'on a vu à Longwy-Denain ou bien au cours des grèves des sidérurgistes de Grande-Bretagne, on l'a également observé en Espagne, en Italie, au Brésil, partout, et, exemple le plus parlant de tous, en Pologne. Ce que rencontre ainsi la mobilisation ouvrière, nécessaire riposte à la misère capitaliste, c'est le totalitarisme de l'Etat bourgeois. C'est l'implacable fêrule autoritaire d'une classe dominante qui ne peut absolument plus tolérer quelque remise en cause que ce soit de son ordre social.

Sous un autre rapport, il n'y a plus de lutte ouvrière de quelque envergure, aujourd'hui, qui, portée par sa dynamique propre et ses exigences concrètes à se développer en s'étendant et en s'auto-organisant, ne rencontre comme obstacle à son élan les syndicats, le syndicalisme et les partis de gauche.

En vérité, ces deux éléments d'opposition à la lutte ouvrière n'en font qu'un. Syndicats, partis de gauche et gauchistes sont la première avant-garde de l'Etat bourgeois que le prolétariat affronte sur le chemin de sa lutte.

Le présent article voudrait démontrer que les syndicats et les partis de gauche sont justement l'expression du totalitarisme étatique en milieu ouvrier. L'Etat a absolument besoin d'eux comme instruments de sa dictature totale sur la société. Notre position contre les syndicats et les partis de gauche ne nous est pas inspirée par le sectarisme ou un radicalisme irresponsable, alors que d'importantes fractions ouvrières manifestent encore une certaine confiance dans ces organisations. C'est la compréhension de ce qui force ainsi, maintenant, le prolétariat à lutter en permanence, c'est la compréhension de ce que porte en lui d'espérances révolutionnaires le combat de notre classe qui exige de nous que nous sachions contribuer à clarifier la conscience du prolétariat, de ses ennemis ; que nous tendions tous nos efforts à lui rendre bien net le rôle anti-ouvrier réel des syndicats et des partis de gauche. Par rapport aux vastes combats de classes que la période annonce, cette exigence est vraiment primordiale.

totalitarisme:

marque de la décadence capitaliste

L'ordre bourgeois, l'ordre capitaliste, a toujours été une dictature sur les exploités, et en particulier sur la classe ouvrière. Mais, au XXème siècle, la nécessité pour la bourgeoisie de cette dictature s'impose à elle d'une manière totale, négatrice de toutes les libertés et de toutes les réformes sociales qu'au XIXème siècle elle pouvait, fut-ce de manière limitée et provisoire, octroyer aux revendications des exploités.

C'est qu'au siècle dernier, le développement continu du capitalisme, ses capacités à promouvoir des conditions d'existence toujours supérieures par l'ensemble de la société, lui offraient l'opportunité de trouver des exutoires, au moins temporaires, aux contradictions minant le système de l'intérieur, au sein même des couches bourgeoises, et, surtout, à l'antagonisme fondamental opposant la bourgeoisie au prolétariat.

Expression de cette situation historique prévalant alors, l'Etat bourgeois était en mesure d'intégrer en lui le libre jeu de tous les partis du capitalisme ainsi que d'autoriser, non sans lui opposer toujours une résistance acharnée, l'action légale des partis et syndicats que les ouvriers avaient créés dans le cours même de leur lutte. A cette époque, le combat ouvrier pour des réformes avait donc un contenu réel, avec la possibilité d'utiliser le parlement.

La situation a fondamentalement changé, à l'aube du siècle présent, dès lors que le capitalisme, achevant son emprise sur le monde entier, perdait toute capacité de développement supérieur. Alors, le capitalisme a cessé d'être un facteur de progrès, ne serait-ce que par rapport au monde féodal, pour n'être plus qu'un ordre social décadent porteur de toutes les calamités pour l'humanité ; les crises, les guerres mondiales et tous les types de catastrophes, famines, génocides...

Dans cette nouvelle situation historique, toutes les contradictions contenues dans le capitalisme, puisque les exutoires

liés à son développement sont désormais interdits, tendent à exploser au grand jour. La bourgeoisie n'est plus qu'une meute criminelle de capitalismes nationaux se déchirant sans cesse entre eux pour le repartage du marché économique mondial. La société civile est convulsée toute entière par les antagonismes sociaux. Par dessus tout, l'impossibilité nouvelle d'accorder des réformes sociales de fond fait apparaître dans toute sa dimension historique l'opposition violente entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Dans cette situation, le problème primordial de la bourgeoisie est simplement celui de la conservation autoritaire de son système. Ainsi placée en position d'affaiblissement, la bourgeoisie a le besoin imprescriptible d'une force capable de fonder en une seule toutes les exigences capitalistes et nationales, de réguler l'ensemble de la vie économique par une loi dictatoriale. Il a besoin d'une force apte à investir l'entièreté de la vie civile de la société, jusqu'à s'immiscer dans les moindres aspects de la vie privée des individus.

C'est le totalitarisme, expression suprême de l'âge décadent du capitalisme, sa tendance universelle s'imposant, qu'importe les différences formelles, de l'ouest à l'est du monde bourgeois. Et ce totalitarisme, suint organique du capitalisme historiquement sénile, c'est l'Etat bourgeois qui en concentre la réalité ! l'Etat français, comme l'Etat russe, seul corps aujourd'hui capable de maintenir en vie l'ordre capitaliste.

totalitarisme étatique et classe ouvrière

L'Etat n'est plus que le Conseil d'Administration des intérêts capitalistes, il se remplit de leur substance et en devient l'expression même. Selon la formule d'Engels, il devient le capitalisme collectif. Monstrueusement grossi par l'incorporation en lui de toute l'activité bourgeoise, il s'impose à la société comme un écrasant appareil de domination totalitaire et terroriste de la vie humaine. L'Etat bourgeois du XXème siècle est la réalisation, poussée à son terme extrême, la nature dévoilée de l'ordre d'exploitation capitaliste.

Mais si c'est sur l'ensemble de la société que doit peser la fêrule totalitaire de l'Etat, afin d'écraser toutes les expressions d'antagonismes sociaux, devenu un luxe inadmissible pour le capitalisme, c'est particulièrement vis-à-vis du prolétariat que cette exigence est pressante. Ceci, parce que le prolétariat est la principale force de production, dont le travail, associé, fournit la plus-value que doit accumuler le capitalisme. D'abord, mais ensuite et plus encore, parce qu'il est l'unique force capable d'une révolution contre le capitalisme, d'entraîner derrière lui tous ceux que l'oppression et la misère dressent contre l'ordre existant.

C'est pourquoi l'Etat doit occuper tout le champ d'existence du prolétariat et le soumettre à la loi du capital, en surveillant le moindre de ses mouvements, en prévenant et en dénaturant toutes ses initiatives, en canalisant vers des voies de garage ses revendications, en étouffant dans l'oeuf ses luttes, en isolant les foyers de combat les plus ardents, en maintenant ou en corrompant ses militants les plus radicaux.

C'est seulement ainsi que l'Etat peut satisfaire aux deux nécessités vitales de l'ensemble du capital national à notre époque : maintenir la paix sociale et pressurer au maximum les ouvriers, leur faire consentir les plus grands sacrifices pour que le capital national scuintienne sa position sur le marché mondial. Comment l'Etat réalise-t-il ce contrôle totalitaire du prolétariat et de toute la société ? Historiquement, il se démontre que deux méthodes existent : la "démocratie" et la "dictature". Mais ce ne sont justement que deux méthodes parce que :

"La dictature et la démocratie sont deux formes du même totalitarisme étatique capitaliste s'échangeant l'une pour l'autre suivant les nécessités qui s'imposent à la bourgeoisie pour affronter la crise, la lutte de classes et ses propres conflits internes. Il n'y a pas entre elles une opposition de nature, l'une et l'autre représentant avec des

moyens formels différents, la même tendance : le renforcement totalitaire de l'Etat bourgeois"(1).

Sous la forme dictatoriale (fascisme, dictature militaire ou parti unique) le contrôle et le quadrillage du prolétariat est réalisé directement par les corps policiers de l'Etat, aidé par les structures du parti unique et la syndicalisation obligatoire.

C'est ce qu'on a pu voir dans l'Espagne franquiste où une police et une armée omni-présente étaient relayées par l'appareil du Mouvement National et le Syndicat Vertical. Dans l'Allemagne nazie ou dans l'Italie fasciste fonctionnait le même schéma de fond. C'est encore le calque du même schéma qui se présente dans les dictatures militaires d'Amérique Latine ou dans les pays de l'Est. Pour ces derniers, le centre de l'appareil policier est carrément le parti staliniste lui-même d'où partent les accroissements de la police et de l'armée et de toute la machinerie syndicale.

Cette forme de totalitarisme étatique se maintient exclusivement par le moyen de la terreur et de la surveillance policières. Elle est dépourvue, par contre, de toute capacité politique d'encadrer le prolétariat. Il en est ainsi, parce que les organes chargés de cela (parti unique, syndicat obligatoire) sont privés de toute crédibilité pour tromper les ouvriers et faire qu'ils soient considérés comme leurs représentants et leurs défenseurs. En effet, leur affiliation directe au gouvernement et à la classe dominante, leur idéologie effrontément réactionnaire de soutien à l'ordre existant, leur caractère monopoliste et imposé, leur rôle, enfin, de simple courroie de transmission du pouvoir exécutif, leur ôte toute possibilité d'abuser idéologiquement les travailleurs.

Pour ces raisons, ces formes dictatoriales n'ont de validité pour la bourgeoisie qu'aux époques de total écrasement et soumission du prolétariat, ou bien dans les situations extrêmes de chaos économique, de crise politique inextricable ou de guerre imminente. A l'opposé, ces formes sont absolument inaptées à contenir un mouvement prolétarien ascendant : l'échec du régime franquiste, comme celui du stalinisme en Pologne est bien la preuve pratique de ce que la simple répression policière ne suffit plus pour juguler l'éveil de la lutte autonome du prolétariat.

syndicats et partis de gauche : le totalitarisme démocratique

La forme de domination la plus efficace dont dispose la bourgeoisie pour affronter le prolétariat, et a fortiori quand la lutte de celui-ci est en train de se développer, c'est le totalitarisme démocratique.

C'est d'ailleurs bien pourquoi des pays comme l'Espagne, le Portugal, la Grèce ont accompli une spectaculaire "démocratisation" et pourquoi aujourd'hui, en Pologne, on voit cette même manœuvre bourgeoise s'effectuer.

Dans son mode "démocratique", l'Etat bourgeois maintient absolument intacts aussi, bien son contrôle omniprésent sur l'ensemble de la vie sociale que ses appendices hypertrophiés de la police et de l'armée, avec la différence qu'il est renforcé et protégé :

1°) par une façade de "libertés", de "droits", d'"organes de représentation populaire, qui tente de créer aux yeux du prolétariat de l'ensemble de la population une image, totalement vide de contenu, de participation à leur destinée, la Nation ; 2°) par un corps de partis de gauche et de syndicats "de classe", théoriquement indépendants du gouvernement et du patronat, donnant même l'apparence de leur être opposés, dotés d'une idéologie "ouvrière" et "progressiste" et qui se présentent comme les "porte-parole" et les "défenseurs" de la classe ouvrière.

Cet ordonnancement de l'Etat est mille fois plus efficace. Il est surtout mieux adapté en période de montée générale des luttes ouvrières.

Le totalitarisme démocratique oppose à la lutte de classes un double obstacle : en première ligne, la police, sans uniformes et sans armes de la gauche et des syndicats ; en second rideau, prête à intervenir à tout moment, la police, costumée et équipée, des corps répressifs de l'Etat.

«SOLIDARITE»

UNE DEFENSE OUVERTE DU CAPITAL NATIONAL

Les magouilles du syndicat "Solidarité" pour étouffer toutes les dernières grèves, de Jelenia Gora Radom, ont trouvé leur apothéose dans la façon dont Walesa a manœuvré pour éviter que les réactions à la répression à Bydgoszcz ne se transforment en grève généralisée.

Si ce dernier coup porté au mouvement en Pologne semble avoir réussi provisoirement à déboussoler et démoraliser les ouvriers, elles ont aussi commencé pour certains à leur ouvrir les yeux sur ce qu'est le travail syndical. "Walesa, tu nous as trahis !" ont dit les ouvriers à Bydgoszcz.

Mais les accords-bidons entre "Solidarité" et l'Etat dans le seul but de museler la grève ne sont pas qu'une trahison d'un dirigeant syndical ; c'est la continuité de tout le travail syndical des accords de Gdansk à aujourd'hui qui en s'opposant en tous points à ce qui a fait la force du mouvement en Pologne désigne le camp où il se situe : celui de la bourgeoisie.

«apprendre la démocratie aux ouvriers»

• "La démocratie, il faut l'apprendre ; car, à vrai dire, telle que nous la pratiquons dans le syndicat, j'en ai assez. Chacun veut présenter ses arguments. Il faut apprendre à déléguer ses décisions". (Walesa - "Le Monde" du 21.3.81)

En août dernier, les ouvriers n'ont pas eu besoin qu'un syndicat leur apprenne ce qu'était la démocratie et la délégation de décisions. L'une des forces du mouvement a justement été l'organisation centralisée des comités inter-entreprises, le MKS, qui est l'opposition vivante à la forme syndicale.

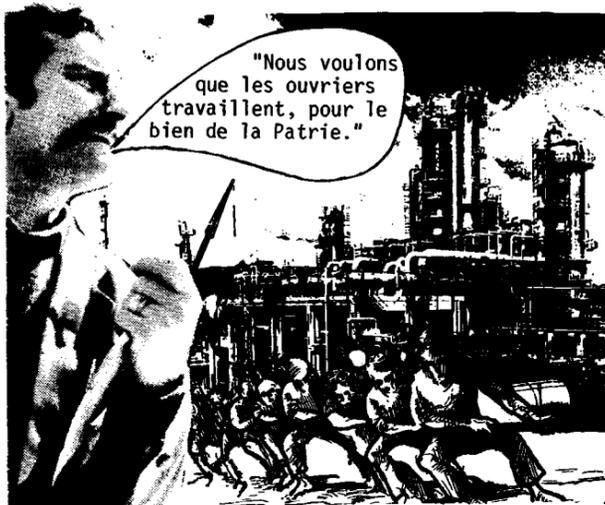
C'est justement dans le bouillonnement permanent des assemblées générales où "chacun peut présenter ses arguments" en permanence que le mouvement a puisé sa force. C'est parce que les ouvriers n'avaient pas appris à déléguer leurs décisions aux mains de délégués patentés "spécialistes" de la négociation, mais au contraire gardaient le contrôle sur ce que disaient et faisaient les délégués des comités de grève que ce mouvement a gardé sa force. Les négociations de Gdansk étaient retransmises en direct par des haut-parleurs et chacun pouvait y intervenir.

La démocratie syndicale dont rêve un Walesa nous la voyons à l'œuvre, lorsqu'il brise les grèves, en prétendant parler au nom des intérêts de la classe ouvrière ; lorsque comme à Bydgoszcz il décide à la place des ouvriers ; lorsque, comme par hasard, les haut-parleurs se détraquaient lors des moments difficiles des négociations de Gdansk.

La démocratie à la Walesa est une démocratie baillonnée où apprendre à déléguer des décisions, c'est apprendre à se taire. On comprend qu'il faille apprendre une telle démocratie aux ouvriers quand on prône comme le fait "Solidarité", la remise au travail et les sacrifices, quand il n'y a rien à négocier et rien à concilier, les spécialistes de la conciliation et de la négociation auxquels la classe délègue son pouvoir de décision sans le contrôle permanent que permet une mobilisation permanente en assemblées générales, ne peuvent que devenir

les porte-parole des intérêts de la bourgeoisie. Ce qu'est "Solidarité" comme tous les syndicats du monde.

"Au début de notre action, nous réclamions que la vie publique se déroule au grand jour. Maintenant que c'est dans le syndicat, c'est de mal en pire". (Un ouvrier polonais, cité par "Le Matin" du 2 avril 1981).



«il y a d'autres moyens que la grève»

"Il y a d'autres moyens que la grève... On peut comme en France faire des meetings après les heures de travail pour amener les autorités à négocier... On peut inventer beaucoup de choses, faire des marches de protestation... et puis nous allons avoir notre hebdomadaire" (Walesa - "Le Monde" du 21.3.81).

Ce que les syndicats reprochent à la grève, ce n'est pas la perte qu'elle constitue pour la classe, c'est la perte qu'elle constitue pour le capital national, et le danger que constitue pour lui le fait que les ouvriers soient en discussion permanente sur la façon de mener leur combat. Une des forces de la classe ouvrière est que justement elle a la capacité d'arrêter ou de redémarrer la production. L'affaiblisse-

ment du capital national qu'elle entraîne n'est pas SON affaiblissement à elle. Dans les grèves en masses d'août, les ouvriers ont appris beaucoup de choses sur les moyens de leur combat, mais certainement pas dans le sens où l'entend Walesa.

Pour défouler la combativité dans des amusettes, les syndicats occidentaux ne manquent pas de créativité : meetings, rallies, manifestations-kermesses, pétitions, journaux, réunions syndicales... Walesa a bien appris sa leçon au contact de ses "grands frères" occidentaux.

Entre les ouvriers bien embrigadés et dociles des mornes défilés syndicaux et l'explosion incontrôlable de la grève de masse de Pologne, l'efficacité de ces autres formes de lutte saute aux yeux... pour la bourgeoisie.

«lutter c'est travailler, c'est servir la patrie»

"Nous ne faisons par nos luttes que nous mettre au service de notre pays. Nous voulons que les ouvriers travaillent pour le bien de la Patrie". (Walesa, TFI, le 15 janvier 1981).

L'homme est né pour servir, tout est pour le mieux, le bonheur est dans l'esclavage. Tel a été, en gros, tout le sens des propos de Walesa lors de cet interview à TFI : "plus l'homme est grand, plus il doit servir les autres".

Quel est l'ordre "naturel" des choses pour Solidarité ? Une bourgeoisie forte qui exploite ses ouvriers avec leur libre consentement et dans l'illusion que travailler beaucoup profite à tout le monde, bourgeois et prolétaires.

"Nous voulons que le gouvernement soit fort et il ne faut pas l'empêcher de travailler. Il a besoin de temps pour cacher les vieux meubles et changer de décor... les voleurs ont volé, c'est fini. Maintenant c'est à nous de travailler, car nous voulons vivre mieux et cela dépend de nous" (Discours de Walesa à Radom, le 16 mars 1981).

"Nous ne ménagerons ni le gouvernement ni le parti, ni le socialisme, ni les alliances signées, nous n'attaquons ni la milice, ni l'appareil du pouvoir" (Walesa)

"Il faut que le syndicat prenne en compte la réalité des difficultés économiques et en explique les conséquences... c'est pourquoi il faut arrêter toutes les actions revendicatives" (un expert de "Solidarité" - "Le Monde" du 17.12.80).

Quelle différence y a-t-il entre ces propos et ceux d'un Kania et d'un Jaruzelski pour qui "il ne faut pas désorganiser la vie économique sociale et politique. La grève dans la situation actuelle est une invitation à l'auto-déstruction" ? AUCUNE. Le but est le même : être fort pour imposer à la classe ouvrière les sacrifices, imposer l'ordre capitaliste. Les façons d'y parvenir diffèrent mais se complètent : pendant que le gouvernement agit la matraque de la répression, "Solidarité" use de son auréole ouvrière pour obtenir le même résultat par la persuasion.

En luttant cet été dernier par la grève de masse, en réclamant des augmentations de salaire "irréalistes" pour l'économie polonaise, les ouvriers ne se battaient ni pour le bien de la patrie, ni pour un gouvernement fort.

Il n'y a aucun terrain d'entente possible entre exploiters et exploités, les intérêts des uns ne peuvent que s'opposer aux intérêts des autres. En affirmant ses propres intérêts de classe indépendamment des "réalités" du capital, la classe ouvrière en Pologne mettait en cause l'existence de l'Etat capitaliste.

Mais ce que dit Solidarité aujourd'hui plus crûment n'est pas différent de ce qu'il disait dès sa création lors des accords de Gdansk :

- accepter la soumission au parti ;
- augmenter la productivité pour réparer les dégâts de la grève ;
- lutter d'abord et avant tout non pour les revendications économiques, mais pour que la bourgeoisie "reconnaisse" et légalise "Solidarité".

Un ouvrier baillonné qui se consacre avec ardeur à son travail pour mieux servir sa patrie en défilant docilement après ses heures de travail, et donne jusqu'à la dernière goutte de sa sueur et de son sang pour défendre l'intérêt national dans la joie du service accompli. N'est-ce pas là le rêve de toute bourgeoisie ?

Transformer la puissance des ouvriers polonais unis par la lutte en une somme d'esclaves rampant aux pieds de la bourgeoisie, tel est le sens des efforts de Solidarité. Tel est le sens des efforts de tous les syndicats du monde.

G.N.

totalitarisme étatique

(Suite de la page 4)

Les deux appareils combinent leur action, se renforçant mutuellement. La gauche et les syndicats, par le moyen des mystifications "démocratiques" et "légalistes", en lançant la classe ouvrière sur des voies de garage, affaiblissent la résistance de celle-ci à la répression. C'est justement le but recherché : faciliter l'action répressive. De l'autre côté, les corps répressifs au moyen d'attaques sélectives, et de l'intimidation, concourent à rabattre les ouvriers mis en état de faiblesse dans les alternatives de conciliation et d'abdication de la lutte, de la gauche et des syndicats

L'action combinée des deux appareils est mue par les nécessités globales du capital. Divisée en contradictions internes et fractions rivales, la bourgeoisie tend toujours à faire bloc contre la menace ouvrière.

L'action anti-ouvrière des syndicats ne se résume pas en une pure démagogie ; sa force mystificatrice ne dérive pas de la simple idéologie, elle est, avant tout, le produit d'une force matérielle, le résultat d'un appareil qui enracine ses ramifications bureaucratiques dans toutes les cellules de la vie ouvrière (quartier, usine, agence d'emploi) et, ainsi implanté,, effectue un labeur permanent de :

- sabotage de tout embryon de luttes ouvrières,
- isolement des foyers de tension pour éviter la généralisation des luttes ;
- division des travailleurs en les enchaînant aux structures corporatives, professionnelles, locales, nationales, etc...
- désorganisation des ouvriers en empêchant toute tentative d'auto-organisation ;
- prévention de l'éclatement des conflits en montant des simulacres de luttes style "journée de luttes", "grèves tournantes", grèves de la faim, séquestrations, dont l'unique fonction est de démoraliser les ouvriers et de les entretenir

sans moyens de défense devant la répression patronale et policière ;

- corruption et dévoiement des travailleurs les plus combattifs en les récupérant dans l'appareil syndical, dans sa pratique et son idéologie ;
- participation, sous couvert d'arguments "ouvriers" et d'"opposition" à toutes les campagnes du capital national ;
- justification, par le recours à une démagogie en tous genres, des mesures anti-ouvrières de la bourgeoisie gouvernante.

Nous venons de définir l'ensemble du fonctionnement de l'Etat totalitaire bourgeois dans sa forme la plus apte à affronter un prolétariat combatif : la démocratie. Du même coup, nous avons établi le rôle irremplaçable, indispensable, qu'y tiennent les partis de gauche et les syndicats, contre le prolétariat. C'était l'objet propre de cet article, qui laisse naturellement la place à d'autres questions que nous ne traitons pas ici, mais sur lesquelles nous aurons, d'une façon ou d'une autre, à écrire dans de prochains articles - notamment pour dénoncer :

- l'ensemble des mystifications à travers lesquelles la gauche et les syndicats accomplissent et justifient leur défense du capitalisme ;
- la façon dont opère, dans la présente situation historique allant vers les affrontements décisifs de classes qui trancheront pour l'un des deux termes de l'alternative "guerre ou révolution", l'ensemble de l'appareil bourgeois.

Tous ces travaux répondent à une claire volonté militante d'alerter le prolétariat sur les obstacles que présentent à sa lutte ses ennemis de classe.

(d'après "Accion Proletaria", publication en Espagne du CCI, n° 35).

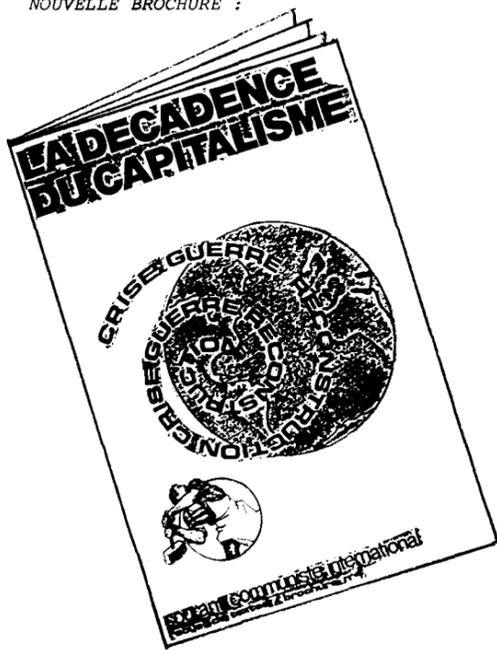
AUTOMATION ET CHOMAGE

ENTRE LE REVE ET LA REALITE

• L'automation des usines et des bureaux est à l'ordre du jour. Les découvertes et applications technologiques de l'électronique : informatique, bureautique, robotique, etc., nous font pénétrer dans un univers de science-fiction : usines sans ouvriers, trains sans chauffeurs, bureaux sans employés, centres de tri postaux sans trieurs, etc.

Pas un jour ne passe sans que la bourgeoisie n'entonne son éternel refrain sur le progrès, sur les meilleures conditions de travail que permet l'automation. Pourtant, pour les ouvriers, ce "progrès" se traduit par des cadences accélérées pour suivre le rythme et approvisionner les chaînes automatisées, par une déqualification toujours plus grande dans laquelle l'ouvrier se retrouve à surveiller des processus automatiques, l'employé à codifier des bordereaux et surtout par des licenciements, car les nouvelles machines permettent d'employer moins d'ouvriers pour une production accrue.

NOUVELLE BROCHURE :



Loin de montrer la capacité du capitalisme à permettre un réel progrès pour l'humanité, les percées technologiques d'aujourd'hui, dans l'électronique notamment, montrent au contraire dans quelle impasse le capital enfonce l'humanité. Dans le capitalisme, le corollaire de l'automation, c'est l'asservissement de l'homme à la machine et non l'élimination des tâches pénibles et mécaniques; c'est le chômage des ouvriers et des employés.

le rêve et la réalité de l'automation

Que de rêves l'automation ne suscite-t-elle point ? Ce que les progrès de la technologie grâce à l'électronique montrent aujourd'hui, c'est que l'essentiel des activités productives de l'humanité peuvent être assumées par des machines avec très peu de travailleurs pour contrôler leur activité

dans les mines, dans les champs, les usines, les bureaux, les transports; l'électronique permet de substituer les machines à la force de travail humaine. Les machines automatiques permettent une production accrue, de meilleure qualité, à un moindre coût, avec moins de gaspillage et une sécurité incomparable. Le vieux rêve de l'humanité qu'est l'abondance, avec un temps de travail réduit au minimum afin de laisser le maximum de temps libre à la réalisation des qualités humaines, aux loisirs et à la créativité, commence à apparaître comme technologiquement possible.

Pourtant dans le capitalisme cette possibilité se traduit par son contraire : une exploitation intense, une misère accrue. Quand le capitaliste automatise sa production, ce n'est pas pour satisfaire les besoins de l'humanité, mais pour réaliser plus de profit. La concurrence économique exacerbée sur le marché mondial pousse le capitaliste à moderniser son appareil productif afin de produire à un moindre coût que son concurrent et écouler ainsi ses produits. L'automatisation permet une hausse de la productivité (c'est-à-dire une exploitation accrue pour les ouvriers), tout en nécessitant moins d'ouvriers, ce qui permet au capitaliste d'économiser sur les salaires (et qui fait que les ouvriers se retrouvent au chômage). Le temps libre dégagé par l'automation se traduit pour les ouvriers par le chômage et la misère et la production abondante des machines passe comme un mirage qu'ils ne peuvent saisir.

développement des forces productives et rapports de production

Ce qui est en cause, ce n'est pas le développement des forces productives et son corollaire, l'automation, mais les rapports de production capitalistes qui transforment les possibilités du bonheur de l'humanité en réalité de misère.

Ce qui produit le chômage, ce n'est pas l'automation, pas plus que la mécanisation au 15^e siècle. C'est la logique du capital en crise. Au niveau mondial, l'automation de la production signifie une production accrue, avec moins de salaires distribués, c'est-à-dire, encore moins de possibilités d'écouler les marchandises produites. L'automation de la production ne "sauve" pas le capitalisme, elle ne fait que le pousser plus dans ses contradictions insolubles.

L'automation n'est pas la preuve que le capitalisme peut encore faire progresser l'humanité, c'est au contraire la preuve que le capitalisme ne peut plus rien apporter. Il est incapable d'intégrer le progrès technique sans sombrer encore plus dans la barbarie. Il est en fait une entrave au développement technologique et scientifique de l'humanité, il est une entrave au développement réel des forces productives.

Le capitalisme n'est plus le moteur du progrès ; il en est le frein. Cela est vrai aussi pour l'automation dont l'extension, si elle est poussée apparemment par les be-

soins de la concurrence, est réellement freinée par cette concurrence qui cache les découvertes technologiques et scientifiques dans le secret des laboratoires, qui en limite l'extension aux pays riches, qui bloque les découvertes afin d'écouler et rentabiliser des productions déjà dépassées.

L'image du monde est déjà celle-là : jamais la production humaine n'a été aussi abondante, pourtant jamais elle ne s'est traduite par une telle misère, une telle pénurie, de telles famines qu'aujourd'hui. La bourgeoisie préfère détruire la production qu'elle ne parvient pas à vendre plutôt que de la distribuer. L'automation ne fait qu'accélérer cette tendance.

Il est remarquable de noter que 60 % du budget mondial pour la recherche est consacré aux recherches militaires, c'est-à-dire que le but n'est pas le bonheur de l'humanité mais le perfectionnement des armes de terreur.

"Le vol du temps de travail d'autrui, sur quoi repose la richesse actuelle, apparaît comme une base misérable comparée à celle, nouvellement développée, qui a été créée par la grande industrie elle-même. Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse nécessairement d'être sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des pouvoirs universels du cerveau humain. Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le procès de production matériel immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction. C'est le libre développement des individualités, où l'on ne réduit donc pas le temps de travail nécessaire pour poser du surtravail, mais où l'on réduit le travail nécessaire de la société jusqu'à un minimum, à quoi correspond la formation artistique, scientifique, etc., des individus grâce au temps libéré et aux moyens créés pour eux tous."

Karl Marx - Manuscrits de 1857-58
"Grundrisse"

Les percées technologiques d'aujourd'hui en biologie, dans l'électronique, dans l'utilisation de l'espace, etc., sont l'expression de la poussée des forces productives qui ne demandent qu'à croître. Les rapports de production capitalistes : l'exploitation salariée, le monde divisé en nations capitalistes concurrentes sont autant d'entraves qui font que les acquis scientifiques de l'humanité sont transformés en armes, se traduisent par une misère toujours plus grande.

la révolution communiste nécessaire

La crise que traverse aujourd'hui l'humanité n'est pas celle de ses forces productives, c'est celle du capitalisme. Ce que toutes les inventions modernes posent comme nécessité, comme possibilité, c'est la révolution communiste qui, en détruisant les rapports de production capitalistes, permettra de briser les barrières qui entravent le libre développement des forces productives.

Les découvertes de la biologie annoncent la fin des maladies, l'allongement de la vie, celles de l'électronique annoncent la mise en place d'un réseau mondial de communication auquel chacun peut avoir accès pour communiquer, apprendre, elles rendent possible aussi l'automation totale, réelle, de la production, la libération du travail, l'extension du temps libre, la technologie spatiale ouvre les portes de l'univers à l'humanité... tout ceci est réalisable, mais pas dans le capitalisme. La révolution communiste peut seule réaliser les rêves de l'humanité en mettant fin au cauchemar du capital.

J. J.

solutions au chômage ? (Suite de la page 2)

d'issue à la crise mortelle du capitalisme. Le système ne connaît qu'un moyen de résorber le chômage : la mobilisation pour la guerre mondiale, parce que là seulement est la logique même de sa survie.

La classe dominante n'a déjà plus d'illusions sur le "bout du tunnel" qu'elle nous prépare. Au-delà des urnes, c'est à l'après-élections qu'elle pense, au moment où les mesures anti-ouvrières, plus ou moins retenues jusqu'à aujourd'hui, vont déferler.

Les promesses de la gauche essaient de faire oublier cette réalité. Campagnes chauvines et racistes, illusions de relance populaire, cherchent à cacher la réalité mondiale de la crise et à enchaîner les prolétaires à "leur" nation.

Ce concert de préoccupations sur le problème de l'emploi traduit la crainte de la bourgeoisie devant la classe qu'elle exploite. Ce n'est pas par hasard que l'autre thème essentiel de la campagne électorale tourne autour de l'"ordre", l'"insécurité"

et le "renforcement de la police". Généraliser le flicage d'une population qu'on ne peut plus contrôler, se donner les moyens de la répression directe contre les prolétaires trop combatifs, voilà le véritable objectif.

Les explosions de colère en Grande-Bretagne, et avant cela, la tendance de tous les prolétaires à répondre à la crise sur le terrain de la lutte la plus générale possible, montrent que la bourgeoisie ne peut compter sur la soumission de la classe ouvrière. La généralisation du chômage aujourd'hui, en signant la faillite du système tout entier, créé, de façon croissante, les conditions de la disparition des illusions chez les prolétaires.

La révolution communiste est non seulement nécessaire, mais le développement de la lutte et de la conscience de la classe ouvrière la rendent de plus en plus possible. C'est bien la perspective ouvrière de la révolution communiste qui est à l'ordre du jour.

J. J.

LISEZ :
LES SYNDICATS CONTRE
LA CLASSE OUVRIERE

Brochure du C.C.I.

le colloque de l'UTCL sur kronstadt

• Les samedi 4 et dimanche 5 avril, l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires (UTCL) organisait un colloque consacré au 60ème anniversaire de la répression des ouvriers de Kronstadt, aux luttes des ouvriers depuis 1953 dans les pays de l'Est.

Que les événements de Kronstadt ne soient pas oubliés, que les ouvriers du monde entier en tirent les leçons pour éviter demain dans la révolution de nouveaux Kronstadt, voilà qui justifierait pleinement la tenue d'un tel colloque.

Ce colloque a apporté certainement beaucoup d'éléments à ceux qui pouvaient ignorer combien grave a été la répression (plusieurs milliers de morts). Des témoignages comme ceux de Body ou Ciliga ont pulvérisé les assertions des trotskystes présents dans la salle qui défendaient la position "classique" selon laquelle l'insurrection aurait été préparée par des agents tsaristes et anglais ; que les insurgés n'avaient rien à voir avec le prolétariat, mais étaient des paysans manipulés.

Cependant, par la nature des débats, celle même de ses participants, un tel colloque ne pouvait qu'être chargé d'ambiguïté. Faire un débat sur le thème : "1921-1981, de Kronstadt à Gdansk, soixante ans de résistance au capitalisme d'Etat", c'est créer un amalgame cher aux anarchistes, que la résistance ouvrière de 1921 comme en 81 serait de nature identique.

Elle n'est pas identique. A Gdansk en 81, comme dans tous les pays de l'Est, les ouvriers savent que les Kania et consorts sont des bourgeois et non des révolutionnaires. En 21, ils affrontaient la réalité complexe d'une révolution en butte à l'isolement international. L'Etat qu'ils affrontaient avait à sa tête le parti bolchevik, le parti qui avait tant contribué à la victoire de la révolution en 17. Comment ce parti cessa d'être révolutionnaire pour, finalement, se faire le bourreau de la révolution, cela ne peut être expliqué par la nature capitaliste du bolchevisme, mais par le fait que le parti bolchevik, suivant une confusion propre à l'ensemble de la classe ouvrière, s'est de plus en plus identifié à la défense des intérêts

de l'Etat. Aujourd'hui, les partis "communistes" ne sont pas, contrairement aux assertions d'un anarchiste qui citait Bakounine prédisant les futures "horreurs du marxisme", des partis "marxistes" ; ce sont bel et bien des partis capitalistes. Tel n'était pas encore le cas du parti bolchevik en 1921 qui n'a pris définitivement la voie de la contre-révolution qu'avec le triomphe du "socialisme en un seul pays" et la subordination de l'Internationale Communiste aux intérêts de l'Etat russe.

-La nature des personnalités présentes était elle aussi tout-à-fait révélatrice et contribuait à donner au colloque une coloration nettement contre-révolutionnaire. A côté d'anarchistes défendant le vieux point de vue que le marxisme serait la cause du totalitarisme dans les pays de l'Est, on trouvait d'autres personnalités qui défendaient à peu près le même point de vue dans une optique différente. Il était particulièrement comique (ou plutôt répugnant) de voir des vieux routiers de la bourgeoisie de droite comme David Rousset, ou de la bourgeoisie "socialiste" (style Marc Ferro, historien membre du PS) ou "communiste" (style Liébmman) se présenter comme les amis des ouvriers russes et des pays de l'Est, en véritables croisés de la "démocratie". Qu'un militant libertaire comme Roland Biard ait rappelé que le stalinisme n'avait pas le monopole des Kronstadt, mais que la social-démocratie allemande, autrichienne avait exercé son art à massacrer les ouvriers révolutionnaires, cela ne semblait pas gêner ces nobles représentants de la "démocratie" à la Noske.

Edifiante était l'intervention des représentants dissidents. Le Hongrois Kende pouvait tenir, applaudi par la salle composée d'anarchistes, les propos les plus nationalistes. Il fallait prendre en considération non la lutte de classe ("un mythe") mais le fait national avec ses spécificités. Voire, il fallait même appuyer Kania, dans la mesure où ce dernier était vraiment nationaliste, anti-russe.

Face aux trotskystes, l'UTCL n'avait pas de mal à apparaître comme "révolutionnaire". Apparence trompeuse !

L'attitude de l'UTCL pendant le colloque est tout-à-fait significative de sa véritable nature :

- sur Kronstadt, l'UTCL pouvait être très radicale en dénonçant la répression (mais les trotskystes new look, les "socialistes" ne versent-ils pas des larmes de crocodiles?), en appeler à la résistance des ouvriers contre toute exploitation, à la révolution ouvrière. En réalité, Kronstadt pour l'UTCL comme pour la plupart des courants anarchistes, sert d'alibi et d'écran de fumée à leur politique en Espagne en 36 et 37.

- que leur passé puisse être aussi leur futur, on en a la preuve dans l'attitude de l'UTCL vis-à-vis de nationalistes comme Kende présentés comme des "camarades" ; "camarades" aussi, tous les trotskystes, "socialistes". Une très grande courtoisie

de la part du débateur-chef anarchiste Fontenis, beaucoup de manières d'homme du monde vis-à-vis des "camarades Kende et Godchau", "Castoriadis", mais beaucoup d'impatience à l'égard d'une partie de la salle qui protestait contre les propos de Kende ;

- les prétentions révolutionnaires de l'UTCL se sont en fait vite dégonflées comme une baudruche de mauvaise qualité ; lorsque la discussion sur la Pologne a commencé, il était significatif d'entendre les cris hystériques de membres de l'UTCL (syndiqués s'il-vous-plaît!) lorsque le CCI a attaqué le syndicat "Solidarité" de Walea.

Pour l'UTCL, il s'agit de soutenir "Solidarité", car "la Pologne, c'est spécifique", et que, de toute façon, "le moment n'est pas favorable à la révolution". Les briseurs de grève, travaillant la main dans la main avec Kania, l'UTCL les a en grande estime. Pour elle, "le syndicalisme libre de masse et de classe (sic), c'est le moyen, la base indispensable pour une prise de conscience plus large, révolutionnaire" (n°36, de "Tout le pouvoir aux travailleurs", journal de l'UTCL).

L'UTCL ne se distingue en rien des groupes gauchistes, sinon par son verbiage plus radical. Comme ses ancêtres de 1936, elle travaille à l'étouffement du prolétariat. L'UTCL aurait dû trouver un autre titre à ce colloque : "Comment nous préparons de nouveaux mai 37".

Ch.

Réunions publiques et publications du C.C.I.

AIX EN PROVENCE

Permanence : le 20 mai 1981, de 19 h. à 20 h., au café "La Madeleine", place des Prêcheurs".

BORDEAUX

Réunion publique : le 23 mai 1981, à 17 h., au café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo, sur le thème : "KRONSTADT 1921. LE PARTI ET L'ETAT DANS LA REVOLUTION PROLETARIENNE".

DIJON

Réunion publique : le 9 mai 1981, à 16 h., à la MJC Maladière, rue Balzac, sur le thème : "CONTRE LES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE, LUTTE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT MONDIAL".

LYON

Réunion publique : le vendredi 8 mai, à 21 h, au 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème : "FACE AU CHOMAGE, QUELLES PERSPECTIVES POUR LA CLASSE OUVRIERE ?"
Permanence : les mercredis 6 et 21 mai à 18 h, même adresse.

LILLE

Réunion publique : le 16 mai 1981, à 14 h. 30, 23, rue Gosselet (MNE) à Lille, sur le thème : "APRES LA MASCARADE ELECTORALE, QUELLES PERSPECTIVES ?"

MARSEILLE

Réunion publique : le 8 mai 1981, à 21 h., au 205, rue Ste Cécile, 13005, sur le thème : "FACE AU CHOMAGE, QUELLE PERSPECTIVE POUR LA CLASSE OUVRIERE ?"
Permanence : le 22 mai 1981, de 18 h. à 19 h., à l'"Artistic Bar", 4, cours Joseph Thierry (1er).

MONTPELLIER

Réunion publique : le 9 mai 1981, salle Lagerbe, 17bis, rue Chaptal sur le thème : "CONTRE LA TERREUR DE LA BOURGEOISIE, VIOLENCE ORGANISEE DU PROLETARIAT".

NANTES

Réunion publique : le samedi 9 mai à 17 h au Centre Social des Bourderies sur le thème : "FACE AU CHOMAGE QUELLES PERSPECTIVES POUR LA CLASSE OUVRIERE ?"
Permanence : dernier mercredi du mois au Bar de l'Hôtel de Ville, Chatenay, à 20 h 30.
Vente de la presse au marché Petite Hollande le 2ème samedi du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

PARIS

Réunion publique : le 9 mai 1981, à 17 h., au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème, sur le thème : "FACE A LA GENERALISATION DU CHOMAGE, QUELLE RIPOSTE DE LA CLASSE OUVRIERE ?"

La prochaine réunion publique aura lieu le 13 juin, sur la question du parti.

Permanence : tous les samedis, à 16 h., même adresse, sauf celui de la réunion publique et, exceptionnellement, les samedis 2 mai, et 30 mai.

ROUEN

Réunion publique : le samedi 16 mai, à 14 h 30, à la Halle-aux-Toiles, sur le thème : "FACE AU CHOMAGE, QUELLES PERSPECTIVES POUR LA CLASSE OUVRIERE ?"
Permanence le 20 juin au même endroit, à 14 h 30.

SAINT-NAZAIRE

Réunion publique : le vendredi 15 mai à 17 h au Foyer du Travailleur, sur le thème : "FACE AU CHOMAGE, QUELLES PERSPECTIVES POUR LA CLASSE OUVRIERE ?"
Vente de la presse au marché le 2ème dimanche du mois entre 10 h 30 et 11 h 30.

SAINT-ETIENNE

Réunion publique : le 16 mai 1981, à 14 h. 30, au Foyer Populaire de Vilbernoite, 17, rue des Teinturiers, sur le thème : "QUELLES PERSPECTIVES OUVRIERES FACE A LA GENERALISATION DU CHOMAGE ?"

TOULOUSE

Réunion publique : le 22 mai 1981, à 21 h., Cité Universitaire de l'Arsenal, Bâtiment 2, sur le thème : "CONTRE LA TERREUR DE LA BOURGEOISIE, VIOLENCE ORGANISEE DU PROLETARIAT".

Permanence : tous les vendredis à 18 h. 30, au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (Pont des Demoiselles).

Diffusion, au marché, sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc), les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 11 h. à 13 h.

Collections de R.I.

Des collections du journal "Révolution Internationale" sont disponibles : Du n°22 au n°46 : 30 F

publications territoriales du CCI

INTERNATIONALISME

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

ACCION PROLETARIA

Ecrire à l'adresse (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-
Suède.

WORLD REVOLUTION!

BM Box 869
LONDON WC 1 N, 3 XX

Rivoluzione Internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

WELTREVOLUTION

Ecrire sans
autre mention :
Postfach 4103G
5000 Köln 41

WORLD-REVOLUTION

Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Internacionalismo

Apartado 2067A
Caracas 1020-A
(Venezuela)

Internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

abonnements

Le coût de plus en plus élevé des envois et l'augmentation du prix de nos publications nous oblige à relever le prix des abonnements :

ABONNEMENTS COUPLES		
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale :		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
85 F	90 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES		
12 numéros du journal :		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
50 F	55 F	70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :		
ABONNEMENTS COUPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F	130 F

ABONNEMENTS SIMPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

Abonnements et versements à :

R. I. CCP 2023302 X PARIS

REVUE INTERNATIONALE N°25

- SALVADOR, ESPAGNE, POLOGNE : Face à la menace prolétarienne, la bourgeoisie se prépare.
- "L'ARISTOCRATIE OUVRIERE"
- LA QUESTION SYNDICALE APRES 1920 (2)
- REPONSE AU COMMUNISME DE CONSEIL
- RUSSIE 1917 ET ESPAGNE 1936 (Critique du FOR)
- CRITIQUE DE "LENINE PHILOSOPHE" (Internationalisme 1948)

Directeur de Publication : D. Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

DES EMEUTES CONTRE LA REPRESSION ET LE CHOMAGE

Les émeutes sporadiques qui atteignent aujourd'hui le coeur de l'Europe (Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suisse, Allemagne...) ont un fond commun : l'aggravation galopante du chômage, de la répression, des privations.

Ces réactions, bien que limitées encore à la révolte de certains secteurs, que la bourgeoisie enferme dans des catégories, que ce soit "les jeunes", "les noirs" ou même "les immigrés" ou les "chômeurs", sont une réaction à la violence organisée du système capitaliste.

Les émeutes de Brixton en restent encore au stade de l'expression spontanée d'une colère accumulée. Mais elles sont l'annonce d'un mouvement plus large qui mûrit au coeur de la société.

● Même quand elles touchent les faubourgs de Londres, la bourgeoisie trouve à ces émeutes une autre signification : quand ce n'est pas les questions "culturelles" ou "nationales", c'est "la question raciale".

Dans cette banlieue de Londres, Brixton, un habitant sur cinq est au chômage, les maisons tombent en ruine, les cars de flics sont à tous les coins de rue, contrôlant tout, intervenant à tout propos.

Le 13 avril, c'est une scène banale qui déclenche le premier accrochage : un car de flics "venu ramasser un blessé" est pris à partie par un groupe de "jeunes" : exaspérée par la pression permanente de la police, c'est toute la population du quartier qui rentre dans la bagarre.

Le lendemain, c'est une des interpellations quotidiennes d'immigrés noirs qui mettra le feu aux poudres, ainsi que le surlendemain. Trois jours d'émeutes, et encore quinze jours après la tension est grande et les 4 000 flics qui sillonnent le quartier ne peuvent empêcher -et même attisent- les "incidents". Et cela se passe dans un quartier de Londres, comme ça pourrait arriver à Belleville ou à Gennevilliers.

LES EMEUTES DE BRIXTON NE SONT PAS UN PHENOMENE "RACIAL", PAS PLUS QU'ELLES NE SONT UN "CAS ISOLE", comme veut le dire la bourgeoisie. Il y a eu Birmingham et Bristol en Grande-Bretagne. Il y a les affrontements à Naples avec la police. Il y a ceux qui opposent les sans-logement aux "forces de l'ordre" en Allemagne ou en Hollande. Le chômage et la répression sont un mal qui s'étend. Le fait qu'il touche en premier les noirs, les immigrés de tous bords, n'en fait pas un problème de noirs ou de tolérance raciale.

"Le chômage n'est pas la principale raison des événements (...) l'argent ne peut résoudre tous les problèmes et parfois, trop d'argent les aggrave", déclare Thatcher. La vraie raison, veut nous faire croire la bourgeoisie, c'est le fait que des noirs ne peuvent pas vivre avec des blancs.

Comme tous les mensonges de la bourgeoisie, l'argument racial s'appuie sur une réalité : c'est vrai que 12 % de plus de la population active noire a été frappée par le chômage l'année dernière contre 2,5 % pour l'ensemble de la population. C'est vrai qu'il y a plus d'immigrés au chômage que d'autochtones, comme dans tous les pays qui ont employé de la main-d'oeuvre étrangère pour la reconstruction d'après-guerre. Et c'est vrai que ce sont eux qui subissent le plus la violence policière. MAIS LES 2,5 MILLIONS DE CHOMEURS DE LA GRANDE-BRETAGNE NE SONT PAS TOUS JAMAICAINS OU PAKISTANAIS. Et la pression de la police devient de plus en plus intolérable partout.

Dans les rues de Brixton, il n'y avait pas que des noirs qui lançaient briques et pavés sur la police. Comme à Bristol, l'an-

née dernière, c'est toute une population ouvrière chômeuse et non-chômeuse qui s'est battue dans la rue.

LES EMEUTES QUI SE SONT PRODUITES DANS LA BANLIEUE DE LONDRES ANNONCENT CE QUI SE PASSE DANS LE COEUR DE LA SOCIETE : LA MISE A NU DU SYSTEME CAPITALISTE DANS LE CHOMAGE QUI FRAPPE UN PAR UN, OU DIX MILLE PAR DIX MILLE DE PLUS EN PLUS DE MEMBRES DE LA CLASSE OUVRIERE; L'AGGRAVATION DES CONDITIONS DE LA VIE SOUS TOUTS SES ASPECTS, ET LA REPRESSION DE PLUS EN PLUS OMNIPRESENTE DANS LES CONTROLES, LES INTERPELLATIONS, LA PRESENCE PERMANENTE DES FLICS DANS LES RUES.

Les problèmes raciaux ou d'immigrés ne sont qu'une face d'une même misère qui atteint de plus en plus toutes les couches du prolétariat. La question raciale n'est qu'un écran de fumée utilisé à fond par la bourgeoisie pour cacher l'ampleur du phénomène.

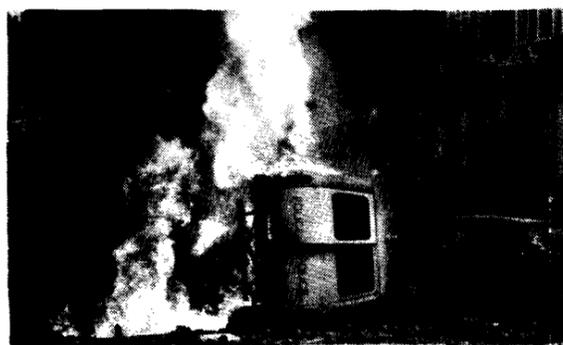


Pendant ce temps, en Irlande, ce sont des "catholiques" et des "irlandais" qui affrontent la police et l'armée anglaises. En Irlande, la bourgeoisie a réussi depuis des années à canaliser toute la révolte des exploités dans la fausse cause du nationalisme et des guerres de religion avec l'IRA. La mystification nationaliste a des racines profondes dans ce pays à la limite du sous-développement, colonisé par la Grande-Bretagne. Là, le chômage endémique ne touche pas ceux qui ont une peau de couleur, mais les "catholiques". Dans certaines villes du Bogside en Irlande, un habitant sur deux est au chômage. Mais la colère s'épuise dans les pièges sans issue du nationalisme.

La bourgeoisie fait tout pour réussir une telle opération de détournement à Brixton comme à Naples, à Berlin ou à Porto-Rico, en se servant du racisme ou de la peur de la "violence".

La violence que la bourgeoisie dénonce tant, contre laquelle elle doit "protéger la société", défendre les "bons citoyens" et "leur Etat", c'est elle qui en a l'initiative. Elle peut faire tout un plat des pillages des magasins pour montrer les exploités comme des fous dangereux assoifés de violence, elle ne fera pas oublier que c'est elle et son système qui imposent la pire violence aux exploités privés des plus simples moyens de survie jusqu'à devenir des "exclus" de la société. Elle ne fera pas oublier que pour l'imposer, elle exerce une permanente violence physique, l'humiliation, l'intimidation, la peur constante d'être pris en défaut de "la loi", à travers un quadrillage policier de plus en plus impressionnant.

Dépasser les manifestations premières du phénomène dans ses aspects partiels de race, d'immigration, de chômage, pour reconnaître le fond commun de l'impasse capitaliste est le seul point de départ pour que cette colère n'en reste pas à des expressions vaines et sans perspectives. C'est en mesurant l'ampleur du problème



APRES BIRMINGHAM ET BRISTOL, LES EMEUTES GAGNENT LA CAPITALE DE LA GRANDE-BRETAGNE. HUMILIATIONS, TRACASSERIES QUOTIDIENNES DES FLICS OMNIPRESENTS, CHOMAGE... L'EXASPERATION FACE A LA VIOLENCE QU'IMPOSE LA BOURGEOISIE ET SON SYSTEME N'EST PAS SPECIFIQUE A UN SECTEUR OU A UN AUTRE DU MONDE DES EXPLOITES : ELLE LE GAGNE TOUT ENTIER, ET JUSQUE DANS LE COEUR DES PAYS INDUSTRIALISES.

et son caractère international, que l'on peut se faire une idée de ce qui reste à accomplir.

La révolution n'est pas une émeute. Ceux qui font des émeutes comme celle de Brixton des "actes révolutionnaires exemplaires" ne mesurent ni l'importance du bouleversement social nécessaire, ni la force qu'il faut pour le mener à bien. L'isolement, l'inorganisation, le fait que les émeutiers soient acculés à ne pouvoir que REAGIR et non AGIR, ne sont pas une manifestation de la conscience nécessaire pour révolutionner le monde, mais la colère qui s'est manifestée est un signe annonciateur de la maturation de cette conscience. D.N.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttres de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.